

# I. Mandat et travaux du Groupe d'étude

## Mandat

Comme je le souligne dans la préface, la création du Groupe d'étude sur l'égalité en matière d'éducation a été annoncée dans le Discours du Trône du 9 mai 2002. Le gouvernement m'a chargé d'examiner la formule de financement axé sur les besoins des élèves et de faire des recommandations, à temps pour l'année scolaire 2003-2004, en vue d'améliorer l'équité, la justice, la certitude et la stabilité quant au financement de l'éducation en Ontario.

On m'a demandé d'examiner six aspects de la formule de financement :

1. L'efficacité du modèle aux fins de la répartition du financement entre les différents types de conseils (par exemple, entre les conseils urbains et ruraux ou entre les petits et les grands conseils);
2. La structure des coûts repères (par exemple, le financement par élève reflète-t-il les coûts par élève?);
3. Le degré de latitude qui devrait être accordé aux conseils scolaires en ce qui concerne les dépenses locales;
4. Les démarches à adopter pour la réfection des écoles (entretien, réparations, rénovations, etc.);
5. La question de savoir si le mode actuel de financement de l'éducation de l'enfance en difficulté représente le moyen le plus efficace de répondre aux besoins des élèves;
6. Le financement du transport des élèves, et notamment les moyens de favoriser les partenariats de transport entre les conseils scolaires qui desservent les mêmes collectivités.

Par ailleurs, je devais veiller à ce que mes recommandations :

- soient fondées sur les principes fondamentaux du modèle de financement : la justice, l'équité, la satisfaction des besoins des élèves et l'obligation de rendre compte;
- améliorent la stabilité du système d'éducation de l'Ontario;
- respectent le cadre constitutionnel et législatif du système d'éducation de l'Ontario, avec ses conseils scolaires publics ou catholiques et de langue française ou de langue anglaise;
- tiennent compte de la situation financière de la province.

---

## Conseillères et conseillers experts

Une équipe de cinq conseillères et conseillers experts indépendants m'a assisté dans mon travail : Ann Vanstone, Patrick Slack, Lynn Beyak, Brian Cain et Mariette Carrier-Fraser. Des notes biographiques sont fournies à l'annexe A.

Ces experts, qui ont fait carrière dans le système d'éducation de l'Ontario, possèdent une vaste expérience. Ils m'ont été d'une aide précieuse, collaborant directement avec moi lors des rencontres avec les intervenants et le public, de l'examen de la documentation et des mémoires et observations et de l'élaboration des recommandations.

Tous les conseillers et conseillères sont des bénévoles indépendants, qui n'occupent pas actuellement de poste dans le secteur de l'éducation.

---

## Comité consultatif d'intervenants

J'ai également reçu l'aide d'un comité consultatif d'intervenants composé de 31 membres, regroupant des délégués de grands organismes du secteur de l'éducation représentant notamment les parents, les élèves, le personnel enseignant, les directions d'école, les conseillères et conseillers scolaires, les directrices et directeurs de l'éducation et les agentes et agents de supervision des conseils scolaires. Une liste des membres et des organismes qu'ils représentent figure à l'annexe B.

Le rôle du comité consultatif d'intervenants était différent de celui des conseillères et conseillers experts. Alors que ces derniers étaient indépendants, chaque membre du comité consultatif d'intervenants représentait un groupe. Ce comité a permis de recueillir le point de vue des membres du monde de l'éducation, aidé le Groupe d'étude à se concentrer sur les questions énoncées dans son document de travail (voir plus loin) et fourni des conseils sur l'organisation des consultations. En outre, tous les organismes représentés ont fait un exposé ou déposé un mémoire sur les questions étudiées.

---

## Processus de recherche et de consultation

J'ai commencé mon processus de recherche et de consultation à la fin de mai 2002 par un examen détaillé de la formule de financement de l'éducation de l'Ontario et des études et rapports déjà publiés à ce sujet. Cet examen s'est poursuivi tout au long du printemps et de l'été.

Afin de favoriser la participation du plus grand nombre possible de membres du secteur de l'éducation et du grand public, mon personnel a créé en juillet 2002 un site Web où j'ai affiché des renseignements sur mon mandat, mes objectifs et mes activités. J'ai également encouragé les gens à me faire part de leur point de vue sur les questions pertinentes par l'entremise de ce site ou par la poste.

Pendant l'été 2002, avec l'aide des conseillères et conseillers experts et des membres du comité consultatif d'intervenants, j'ai rédigé un document de travail que j'ai affiché sur le site Web du Groupe d'étude. Ce document, qui visait à

encadrer le processus de recherche et de consultation, pose des questions sur le rôle de la formule de financement dans la promotion de cinq principes : qualité de l'apprentissage et du rendement des élèves, équité et justice, sensibilité aux besoins locaux, obligation de rendre compte et abordabilité. Ce document portait avant tout sur ces cinq principes, mais j'ai encouragé les lecteurs et lectrices à envisager *la totalité* des aspects de la formule de financement. (L'annexe C contient un extrait du document de travail.)

Ma recherche a porté sur un large éventail de sujets relevant avant tout du financement de l'éducation mais également de l'éducation elle-même, des systèmes d'éducation et de l'incidence de divers facteurs sur la capacité des enfants d'apprendre et de réussir à l'école. Je voulais fonder mes recommandations non seulement sur les observations formulées pendant les consultations, mais également sur des études empiriques et des recherches s'appuyant sur des données probantes.

Mon personnel et moi avons examiné des concepts et systèmes de financement de l'éducation utilisés dans le reste du Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Nouvelle-Zélande pour connaître les solutions apportées aux différents problèmes. En outre, les services de recherche de la Division de la planification stratégique et des programmes de l'éducation élémentaire et secondaire du ministère de l'Éducation et les services de collecte et de modélisation de données de sa Division des opérations et des finances de l'éducation élémentaire et secondaire m'ont beaucoup facilité la tâche. Le personnel de ces divisions a répondu à mes questions et m'a fourni des données avec rapidité et rigueur.

J'ai consulté des spécialistes du secteur de l'éducation parmi les plus éminents au Canada :

- Dave Cooke, ancien ministre de l'Éducation et de la Formation de l'Ontario; ancien coprésident de la Commission d'amélioration de l'éducation et du Groupe d'étude sur les écoles efficaces;
- Michael Fullan, doyen de l'Institut d'études pédagogiques de l'Ontario – Université de Toronto; chercheur, expert-conseil et conseiller en matière de politiques auprès d'organismes du secteur de l'éducation et d'organismes gouvernementaux du Canada, de Grande-Bretagne et d'ailleurs;
- Veronica Lacey, présidente et chef de la direction de l'Alliance-Éducation; ancienne sous-ministre de l'Éducation et de la Formation de l'Ontario; ancienne directrice de l'éducation et secrétaire-trésorière du Conseil de l'éducation de North York;
- Dan Lang, professeur, gestion et financement de l'enseignement supérieur, au Département d'études des théories et politiques en éducation de l'Institut d'études pédagogiques de l'Ontario – Université de Toronto;
- D<sup>r</sup> Fraser Mustard, président fondateur et chercheur titulaire de l'Institut canadien de recherches avancées, éminent chercheur dans le domaine des déterminants socioéconomiques du développement humain et de la santé, s'intéressant particulièrement à la petite enfance;

- Charles E. Pascal, directeur général de l'Atkinson Foundation; ancien sous-ministre de l'Éducation et de la Formation ainsi que des Services sociaux et communautaires de l'Ontario;
- Charles Ungerleider, professeur de sociologie de l'éducation au Département d'études pédagogiques de l'Université de la Colombie-Britannique; ancien sous-ministre de l'Éducation de la Colombie-Britannique.

J'ai également lu des publications et des manuscrits de ces personnes ainsi que des ouvrages d'autres chercheurs très respectés du domaine de l'éducation, comme Michael Barber, Richard Elmore et Peter Hill (voir également la « Bibliographie sélective » à la fin du présent rapport).

J'ai mené des consultations intensives visant à assurer la participation du plus grand nombre possible d'intervenants. En août 2002, j'ai tenu une série de 12 tables rondes auxquelles ont participé 179 invités. Ces participantes et participants, qui m'avaient été recommandés par les membres du comité consultatif d'intervenants et d'autres personnes, ont été divisés en groupes : parents, élèves, conseillères et conseillers scolaires, administratrices et administrateurs, directrices et directeurs d'école, personnel enseignant, contribuables, éducatrices et éducateurs de langue française, membres de la communauté francophone, représentantes et représentants de conseils urbains et ruraux, personnel de soutien des conseils scolaires et personnel de l'éducation de l'enfance en difficulté. Mes conseillères et conseillers experts et moi avons consacré une journée à chacun de ces groupes.

En septembre 2002, j'ai présidé des audiences publiques pendant dix jours dans les villes suivantes : Ottawa, Thunder Bay, Toronto, North Bay, London et Barrie. Ces audiences ont été annoncées de façon visible dans les médias. Elles ont eu lieu de 9 heures à 21 heures afin de faciliter la participation du plus grand nombre possible de personnes, particulièrement celles qui travaillent pendant la journée. Au total, 575 personnes ont pris la parole lors de ces audiences, en leur nom personnel ou au nom d'organismes.

Pour me familiariser avec la situation des écoles de l'Ontario, j'ai visité des écoles dans chacune des villes où ont eu lieu les audiences. Je suis allé dans des écoles élémentaires et secondaires publiques et catholiques, de langue française et anglaise.

Au début d'octobre 2002, j'ai tenu une série de réunions brèves mais productives avec des représentantes et représentants des principaux groupes d'intervenants du secteur de l'éducation et avec les Chiefs of Ontario. J'ai également rencontré, à leur demande, des députés progressistes-conservateurs, libéraux et néo-démocrates.

Au total, plus de 900 personnes m'ont fait part de leurs observations lors des réunions et des audiences. Le Groupe d'étude a également reçu 882 mémoires. Toutes les observations recueillies ont été analysées et envisagées attentivement pendant la formulation des recommandations.